

**Centre africain pour les politiques commerciales
Commission économique pour l'Afrique**

**Rapport de la réunion du Comité directeur
4 et 5 février 2016
Abidjan (Côte d'Ivoire)**

I. Introduction

1. Le Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) a été créé en 2004 comme groupe spécialisé au sein de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Il a pour mandat d'être un centre d'excellence de premier plan et un pôle à l'échelle du continent pour la fourniture et la coordination de l'appui technique apporté à la formulation des politiques commerciales en Afrique.
2. Le CAPC collabore avec des parties prenantes à tous les niveaux afin de consolider la mise en œuvre de stratégies commerciales rationnelles aux plans national, régional et international. Il mène également des recherches visant à produire et diffuser des connaissances sur le commerce et fournit des avis sur l'action à mener, des formations et des activités de renforcement des capacités en fonction des besoins définis par ses parties prenantes.
3. Depuis son institution, le CAPC a mené à bien deux cycles de programme : le CAPC I (2004-2008) et le CAPC II (2008-2014).
4. Suite au travail préparatoire effectué en 2014 et 2015, le Comité directeur du CAPC s'est réuni les 4 et 5 février 2016 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Cette réunion a été l'occasion d'examiner le rapport intérimaire sur le CAPC II, ainsi que le programme de travail et le budget du Centre pour 2016, et de lancer formellement le CAPC II (2016-2019).
5. Ont participé à la réunion des représentants de la Commission de l'Union africaine (CUA), de la Banque africaine de développement (BAD), de la CEA, de différentes communautés économiques régionales (CER), du secteur privé (Chambre panafricaine de commerce et d'industrie, CPCI), de la société civile (Third World Network), de partenaires de développement et de centres de réflexion [Gouvernement canadien, Overseas Development Institute (ODI) et Centre de droit et de politique commerciale (CTPL)]. Une liste des participants à la réunion figure en annexe.
6. Le présent rapport résume les principales questions soulevées lors de la réunion et suit l'ordre du jour initial. Deux exemples de recherches en cours auxquelles le CAPC a contribué ont été présentés lors de la réunion : *État de l'intégration régionale en Afrique* (2016) et *Indice d'intégration régionale africaine* (2016). Les présentations sont reprises en annexe. Le rapport est toutefois centré sur les principaux points de l'ordre du jour et n'inclut pas les débats consacré à ces études.

II. Ouverture de la réunion

7. M^{me} Fatima Haram Acyl, Commissaire au commerce et à l'industrie de l'Union africaine et Présidente du Comité directeur, a souhaité la bienvenue aux participants et invité les représentants de la BAD, de la CEA et du Gouvernement canadien à prononcer une déclaration liminaire.
8. M^{me} Moono Mupotola, Directrice du Département du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce de la BAD, a fait observer que la réunion du Comité directeur venait à point nommé au vu de l'évolution de la situation dans le domaine du commerce sur le continent, notamment en ce qui concernait la zone de libre-échange continentale (ZLEC). Elle a souligné que les difficultés à surmonter consistaient à trouver des stratégies pour une mise en œuvre efficace, à mitiger les effets négatifs éventuels et à mobiliser les ressources nécessaires au processus de négociation.

9. M. Stephen Karingi, Directeur de la Division de l'intégration régionale de la CEA, a insisté sur la nécessité d'une transformation donnant des résultats en Afrique. Les domaines d'action et les activités programmatiques du CAPC étaient alignés sur les objectifs de développement du continent et complétaient des actions aux niveaux national et régional. M. Karingi a confirmé que la direction de la CEA était convaincue du rôle que le commerce pouvait jouer dans le développement de l'Afrique, et il a mis en exergue le soutien apporté par la CEA au travail du CAPC.

10. M. Erick Ordeman, représentant du Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement du Canada et Vice-Président du Comité directeur du CAPC, a confirmé le soutien de longue date du Canada au Centre, depuis le CAPC I. Les résultats avaient été très positifs et les activités avaient évolué sur la base des réussites et des enseignements tirés. Il a fait observer que la phase actuelle du CAPC représentait une évolution, l'initiative visant à intensifier le commerce intra-africain et la ZLEC étant en première place dans le plan d'activité du Centre.

11. M^{me} Haram Acyl a remercié le Gouvernement canadien du soutien qu'il apportait au programme de développement africain, citant le CAPC et le Centre africain de mise en valeur des ressources minières comme exemples. Elle a noté l'issue décevante de la dixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le lancement imminent des négociations relatives à la ZLEC. Ces deux événements avaient conduit l'Afrique à une phase historique en termes de politique commerciale. Le plan de travail du CAPC était crucial, de même que l'analyse des politiques commerciales était désormais essentielle pour aller de l'avant. M^{me} Haram Acyl a souligné que le commerce n'était pas une fin en soi, mais un outil pour la croissance, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale. Elle s'est dite satisfaite de l'étroite collaboration du CAPC avec ses principales parties prenantes (Commission de l'Union africaine, société civile, secteur privé et communautés économiques régionales) afin d'atteindre les objectifs communs pour le développement en Afrique.

12. Dans sa déclaration lumineuse, M. David Luke, Coordonnateur du CAPC, a salué les interventions des autres orateurs de la session d'ouverture et a remercié les participants d'être venus. Il a fait observer que le Comité directeur était l'organe principal chargé des orientations politiques, de la surveillance et de la supervision du CAPC. La réunion avait les trois objectifs suivants : 1) l'approbation du rapport du CAPC II ; 2) l'approbation du programme de travail et du budget ; et 3) le lancement formel du CAPC III.

III. Synthèse des principales réalisations du CAPC

13. M^{me} Jane Karonga, économiste à la Section de l'industrialisation et des infrastructures de la CEA (et ancienne spécialiste de la gestion des programmes du CAPC) a présenté quelques-unes des principales réalisations du Centre (voir la présentation en annexe).

14. Les points suivants ont été abordés lors des discussions :

- Compte tenu des contraintes de capacités du Centre, une vision et une stratégie claires et réalistes étaient essentielles ;

- Les activités du Centre étaient guidées, dans une grande mesure, par les demandes des parties prenantes, mais ces demandes devaient lui être adressées dans le cadre de sa vision globale ;
- L'ensemble du travail du Centre devait mener au plaidoyer en faveur des politiques, la recherche n'étant pas une fin en soi ;
- L'importance d'une distribution géographique équitable des centres d'intérêt et des activités du CAPC a été réaffirmée ;
- Les stratégies nationales de réponse à l'African Growth and Opportunity Act (loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique, AGOA) étaient un bon exemple du travail pouvant être développé sous la forme d'un modèle à proposer aux États membres éligibles à l'AGO ;
- Le Centre devait améliorer ses partenariats avec les instituts de recherche locaux ;
- L'amélioration de l'efficacité de la communication sur les activités du Centre était une priorité, étant donné que le Centre devait opérer dans le cadre des politiques et des pratiques de communication de la CEA et des Nations Unies en général.

IV. Rapport sur le CAPC II (2008-2014)

15. M^{me} Jane Karonga a présenté les points saillants du CAPC II (la présentation figure en annexe).

16. Les points suivants ont été abordés lors des discussions :

- La CEA a demandé au Centre de procéder à une évaluation formelle du CAPC II. Il s'agira d'un exercice d'évaluation indépendante, coordonné par la Division de la planification stratégique et de la qualité opérationnelle de la CEA. Le rapport d'évaluation sera présenté lors de la prochaine réunion du Comité directeur du CAPC ;
- Les travaux portant sur le commerce et le genre (par exemple, sur les échanges transfrontaliers informels et les questions liées au VIH/sida) avaient une place importante dans le CAPC II, mais dans le cadre d'une initiative spécifique. L'un des objectifs du CAPC III consistera à garantir que les questions de genre sont intégrées dans le travail régulier du CAPC.

V. Rapport sur la période de transition (2014-2015)

17. Le Coordonnateur du CAPC a fait une présentation sur la période de transition au CAPC (2014-2015) (voir annexe) pendant laquelle on s'était efforcé d'identifier les défis les plus pressants qui attendaient le Centre, de trouver des solutions viables et d'élaborer un programme de travail pour 2016 et au-delà. L'orateur a fait remarquer que le manque de moyens constituait le principal défi du Centre et était une cause de frustration pour le personnel, petite équipe dont les réalisations étaient d'importance. Une augmentation des effectifs était nécessaire pour satisfaire les demandes et les attentes auxquelles le Centre devait répondre. Conscient des dépenses liées à l'augmentation des capacités du personnel de manière permanente, le Centre avait adopté une stratégie de coopération avec ses partenaires stratégiques. Un expert en politique économique avait ainsi été détaché au Centre par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), afin d'améliorer les capacités du CAPC pour s'ouvrir aux pays et aux CER majoritairement francophones. Deux boursiers avaient également été envoyés au CAPC par l'Overseas Development Institute (ODI) du Royaume-Uni, en partie dans

le cadre d'une bourse mise à disposition par le Ministère britannique du développement international. Une étroite collaboration avec le Centre de droit et politique commerciale (CTPL) de l'Université de Carleton au Canada était également envisagée pour la mise en œuvre du programme de travail 2016 du Centre.

18. Une autre difficulté consistait à éviter de reproduire des activités menées ailleurs et à garantir l'originalité des travaux, conformément au rôle de centre de réflexion de la CEA. Par exemple, l'évaluation de la portée de l'initiative d'intensification du commerce intra-africain qui avait été faite afin d'identifier le meilleur point d'entrée et le meilleur créneau pour le Centre. En conséquence, les interventions du CAPC viseraient à générer des données et des renseignements sur la mise en œuvre du plan d'action au niveau des CER grâce à des stratégies de suivi et d'évaluation tout en renforçant les capacités nécessaires à cet égard au sein des différentes communautés.

19. Le Coordonnateur a mis l'accent sur le défi de la mobilisation de ressources durables et de la diffusion des connaissances générées par le Centre dans divers formats et au moyen de stratégies de communication appropriées.

VI. Vue d'ensemble du programme de travail 2016 du CAPC

20. M. Simon Mevel, économiste au CAPC, a présenté le programme de travail 2016 du Centre (voir la présentation en annexe).

21. Les points suivants ont été abordés lors des discussions :

- La répartition géographique inégale des activités était préoccupante. Il a été souligné que le CAPC devait soutenir les pays et les CER particulièrement défavorisés. L'accent a été mis sur les difficultés auxquelles l'Afrique centrale était confrontée ;
- À la demande des représentants de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), une mission de cadrage sera ainsi menée au sein de la CEEAC afin de déterminer par quels moyens le CAPC peut assister au mieux les États membres ;
- Le Centre devrait travailler en étroite collaboration avec des groupes de pays, suivant les mêmes configurations que les CER, plutôt que de mener des activités discrètes dans un seul pays ;
- Lorsque c'est possible, des modèles devraient être élaborés pour la mise en œuvre des stratégies et des recommandations issues des recherches du Centre, ce qui permettrait d'atteindre plus de pays. Outre un modèle pour les stratégies d'exportation dans le cadre de l'AGOA, le soutien à l'Aide pour le commerce pourrait faire l'objet d'un modèle diffusé auprès des États membres ;
- Il a été suggéré que le Centre inclue dans son programme des activités ayant un effet sur la réduction des coûts d'exploitation. De façon plus générale, le secteur privé devrait avoir une place dans les activités du Centre pour permettre une perspective plus complète des différentes questions ;
- Le Centre devrait donner la priorité aux initiatives visant à rationaliser les procédures et à réduire les coûts des activités de gestion des ports et des couloirs africains ;
- L'importance des travaux de recherche sur les questions concernant les services a été mentionnée ;

- L'importance de l'élaboration de recommandations sur la manière dont la ZLEC pouvait contribuer à l'industrialisation a été soulignée ;
- Il a été dit que le financement des activités en lien avec l'AGOA représentait une difficulté particulière et que le Centre avait tenté de faire participer ses contreparties aux États-Unis à cet égard ;
- Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) s'est dit prêt à collaborer avec le Centre afin d'élaborer une stratégie relative à l'AGOA pour ses États membres, à l'instar de la stratégie régionale élaborée par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui prenait en compte les priorités de ses États membres. Cette approche pourrait être utile pour atteindre plus de pays. La CAE avait également travaillé sur une stratégie régionale d'Aide pour le commerce qui pourrait être utilisée comme base d'un partenariat avec le CAPC ;
- L'Overseas Development Institute (ODI) s'est dit intéressé par une collaboration avec le CAPC s'agissant des activités liées aux produits pharmaceutiques ainsi que dans les domaines du commerce et des changements climatiques, en plus des activités sur le commerce africain menées conjointement avec les économies émergentes ;
- L'édition 2016 du Forum sur le commerce en Afrique pourrait servir de plate-forme pour l'Atelier continental sur le commerce et le genre prévu cette année. L'organisation du Forum, conduite par la Commission de l'Union africaine, devrait commencer au moins six mois en avance étant donné l'importance et l'ampleur prévue de l'événement ;
- Le Centre devait inclure un volet solide sur le commerce et la pauvreté. Il a toutefois été souligné que, comme une quantité importante de travaux existait déjà dans ce domaine, le CAPC ne devait pas reproduire les travaux existants. Le lien entre commerce et pauvreté était toutefois déjà inclus dans l'étude d'impact de la ZLEC sur les droits de l'homme élaborée par le Centre, qui mettait l'accent sur l'emploi, les moyens d'existence en zone rurale et la sécurité alimentaire ;
- Il a été rappelé aux participants que le travail du Centre était basé sur le plan d'activité, qui précisait les paramètres des activités du Centre.

22. Le programme de travail 2016 du CAPC a été approuvé, en tenant compte des remarques ci-dessus. Il a été précisé que le CAPC rendrait compte de la manière dont ces remarques auraient été prises en compte lors de la prochaine réunion du Comité directeur, prévue en 2017. Avec l'approbation du programme de travail, le programme CAPC III a été formellement lancé.

VII. Budget 2016 du CAPC

23. M^{me} Heini Suominen, économiste au CAPC, a présenté le budget 2016 du CAPC (voir annexe). Le budget couvrait 63 activités principales dans cinq domaines de résultats définis pour l'année et associait les activités aux ressources disponibles, montrant ainsi quelles activités étaient financées et où se trouvaient les déficits de financement dans chacun des domaines de résultats. Il a notamment été souligné que les activités en lien avec l'AGOA n'avaient pas encore de financement.

24. Les points suivants ont été abordés lors des discussions :

- Dans la mesure où le travail du CAPC était essentiellement centré sur le programme de politique commerciale de la Commission de l'Union africaine, cette dernière pourrait

envisager de financer certaines activités du CAPC (par exemple, la sensibilisation à la ZLEC), par le biais de son Département du commerce et de l'industrie ;

- La Commissaire au commerce et à l'industrie de l'Union africaine s'est dite prête à soutenir les efforts de mobilisation des ressources du CAPC (par exemple, auprès de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour l'AGOA, des gouvernements allemand, australien, irlandais, etc.) ;
- Il devrait être possible de financer certaines activités en déficit de financement à l'aide de la tranche 2016-2017 des subventions du Gouvernement canadien, qui serait disponible à partir d'avril 2016 ;
- Le CAPC était en train d'élaborer, en étroite collaboration avec le Bureau des partenariats de la CEA, une stratégie de mobilisation des ressources qui était centrée en particulier sur la correspondance entre les intérêts des donateurs potentiels et les domaines de travail du CAPC.

25. Le budget a été approuvé tel qu'il avait été présenté, étant entendu que certaines activités seraient financées par le biais de la Commission de l'Union africaine et la prochaine tranche des subventions du Gouvernement canadien.

VIII. Amélioration des activités de communication du CAPC

26. M^{me} Senait Afework, assistante en communication du CAPC, a fait une présentation sur l'amélioration des activités de communication du CAPC (voir annexe).

27. Les points suivants ont été abordés lors des discussions :

- Les produits et les études techniques du CAPC devaient être systématiquement transformés en documents plus courts, édités dans des formats faciles à utiliser et plus accessibles à un public non spécialisé ;
- La direction de la CEA devait étudier la mise en place d'une plate-forme de discussion en ligne qui améliorerait les liens du CAPC avec ses parties prenantes. (Entre la fin du CAPC I et le début du CAPC II, une plate-forme de connaissances était fonctionnelle, mais elle avait été abandonnée en raison du manque de personnel pouvant s'en occuper) ;
- Une section de « commentaires » pourrait être ajoutée au site web du CAPC, ce qui réglerait partiellement l'absence de plate-forme de discussion et permettrait une plus grande réactivité du CAPC ;
- Le CAPC pourrait gagner en visibilité en créant un « bulletin d'informations » ou un blog. Cependant, il a été souligné que l'élaboration de contenu pertinent de manière régulière était difficile, en particulier en raison du manque de personnel. À la place, une liste de diffusion pourrait être créée de façon que les mises à jour soient envoyées lorsque de nouvelles informations et de nouveaux documents seraient publiés sur le site web du CAPC ;
- Il a été indiqué que le Secrétaire exécutif de la CEA tenait un blog régulier qui contenait souvent un débat sur des questions de commerce auquel le CAPC contribuait. Cette pratique sera maintenue ;
- Le CAPC pourrait utiliser les réseaux sociaux et des outils de communication comme Twitter si la direction de la CEA lui donne les autorisations nécessaires.

IX. Partenaires de coopération du CAPC

28. Le Coordonnateur du CAPC a fait une présentation sur les partenariats (voir annexe).
29. Les points suivants ont été abordés lors des discussions :
- Les partenariats étaient indispensables en raison du programme de travail soutenu et des capacités limitées du CAPC et pour garantir l'efficacité de l'utilisation des ressources ;
 - Les possibilités de partenariat devaient être étudiées avec le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

X. Conclusion

30. La Présidente et le Vice-Président du Comité directeur, la Directrice du Département du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce de la BAD et le Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce de la CEA ont prononcé de brèves observations de conclusion.

31. Faisant la synthèse de la réunion, le Coordonnateur du CAPC a fait observer que, dans l'ensemble, les objectifs du CAPC II avaient été atteints, en attendant une évaluation formelle. Le programme de travail 2016 du CAPC avait été approuvé avec des réserves, et le troisième cycle de programme (CAPC III) formellement lancé. Les réserves formulées rendraient nécessaires certains ajustements au programme de travail 2016. Le budget avait été approuvé, une collaboration plus étroite avec la Commission de l'Union africaine étant envisagée pour certaines activités non financées.

Annexes

A. Liste des participants à la réunion

Communautés économiques régionales

1. M. Fudzai Pamacheche
Conseiller pour la Zone de libre-échange tripartite
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)
Lusaka, Zambia
Tél. : 260 211 229 725
Courriel : fpamacheche@comesa.int
2. M. Christian Sambia
Expert
Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
Libreville, Gabon
Tél. : 24 101 444 731
Courriel : christiansambia@yahoo.fr
3. M. Willie Shumba
Administrateur de programmes hors classe
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
Gaborone, Botswana
Courriel : wsumba@sadc.int
4. M. Peter Joy Sewornoo
Administrateur de programme – Politique commerciale
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
Abuja, Nigéria
Tél. : 2 349 037 029 224
Courriel : psewornoo@ecowas.int
5. M. Mamadi Kourma
Chargé de programme
Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)
Abidjan, Côte d'Ivoire
Tél. : 22 556 196 922
Courriel : kourmam@yahoo.com
6. M. Reda El Merini
Directeur des affaires économiques
Union du Maghreb arabe (UMA)
Rabat, Maroc
Tél. : 212 537 671 371
Courriel : elmerinireda@gmail.com

Société civile

7. M. Tetteh Hormeku-Ajei
Directeur des programmes
Third World Network-Afrique
Accra, Ghana
Tél. : 233 302 511 189
Courriel : thromeku@twnafrica.org

Centres de réflexion

8. M. Phil Rourke
Directeur exécutif du Centre de droit et de politique commerciale (CTPL)
Ottawa, Canada
Tél. : 16 135 206 696
Courriel : Phil.Rourke@carleton.ca
9. M. Maximiliano Mendez-Parra
Boursier
Overseas Development Institute (ODI)
Londres, Royaume-Uni
Tél. : 4 402 038 170 038
Courriel : m.mendez-parra@odi.org.uk

Secteur privé

10. M. Kebour Ghenna
Directeur exécutif
Chambre panafricaine de commerce et d'industrie (CPCI)
Tél. : 251 911 213 705
Addis-Abeba, Éthiopie
Courriel : kghenna@pacci.org

Gouvernement canadien

11. M. Érick Ordeman
Premier Secrétaire
Ambassade du Canada
Addis-Abeba, Éthiopie
Télécopie : 0113 713 128
Courriel : erick.ordeman@international.gc.ca

Banque africaine de développement

12. M^{me} Moono Mupotola
Directrice de la Division de l'intégration régionale et du commerce

Département du NEPAD, de l'intégration
régionale et du commerce
Banque africaine de développement
Abidjan, Côte d'Ivoire
Courriel : m.mupotola@afdb.org

13. M. Briggs Inye
Administrateur principal de la réglementation
commerciale
Banque africaine de développement
Tél. : 22 520 261 228
Abidjan, Côte d'Ivoire
Courriel : i.briggs@afdb.org

14. M. Jean-Guy Afrika
Expert en commerce hors classe
Commerce et intégration régionale
Département du NEPAD, de l'intégration
régionale et du commerce
Banque africaine de développement
Abidjan, Côte d'Ivoire
Courriel : j.afrika@afdb.org

Commission de l'Union africaine

15. M^{me} Acyl Fatima Haram
Commissaire au commerce et à l'industrie
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 551-7700
Courriel : acylfatima@hotmail.com
16. M. Babajide Sodipo
Conseiller commercial régional
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 936 787 242
Courriel : sodipob@africa-union.org

Commission économique pour l'Afrique

17. M. Stephen Karingi
Directeur de la Division de l'intégration
régionale et du commerce
Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544-5443
Courriel : SKaringi@uneca.org
18. M. David Luke
Coordonnateur du Centre africain pour les
politiques commerciales
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544-5519

Courriel : DLuke@uneca.org

19. M^{me} Heini Suominen
Économiste
Centre africain pour les politiques
commerciales
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544 3697
Courriel : HSuominen@uneca.org
20. M. Simon Mevel
Économiste
Centre africain pour les politiques
commerciales
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544-3695
Courriel : SMevel@uneca.org
21. M. William Davis
Économiste adjoint
Centre africain pour les politiques
commerciales
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544-3253
Courriel : WDavis@uneca.org
22. M^{me} Senait Afework
Centre africain pour les politiques
commerciales
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544-3929
Courriel : SAfework@uneca.org
23. M^{me} Jane Karonga
Économiste
Section de l'industrialisation et des
infrastructures
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544-3601
Courriel : JKaronga@uneca.org
24. M. Festus Fajana
Consultant

Union africaine et Centre africain des
politiques commerciales
Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : 251 11 544-3892
Courriel : ffajana@hotmail.com

25. M^{me} Carolina Oh
Consultante
Centre africain des politiques commerciales
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie
Courriel: YOh@uneca.org

26. M^{me} Eden Lakew
Assistante de secrétariat
Centre africain des politiques commerciales
Division de l'intégration régionale et du
commerce
Commission économique pour l'Afrique
Tél. : 251 115 445 760
Addis-Abeba, Éthiopie
Courriel : ELakew@uneca.org

B. Présentations

Toutes les présentations faites au cours de la réunion 2016 du Comité directeur figurent en annexe dans l'ordre suivant :

1. *Key ATPC Achievements* (Principales réussites du CAPC) ;
2. *Key ATPC II Highlights* (Points saillants du CAPC II) ;
3. *2014-15 Transition Period – Challenges* (Période de transition 2014-2015 : défis) ;
4. *ATPC – 2016 Work Plan* (CAPC : programme de travail 2016) ;
5. *ATPC – 2016 Budget* (CAPC : Budget 2016) ;
6. *ATPC Communication Strategy* (Stratégie de communication du CAPC) ;
7. *ATPC Partnerships* (Partenariats du CAPC) ;
8. *L'état de l'intégration régionale en Afrique VII : innovation, compétitivité et intégration régionale et Indice d'intégration régionale africaine.*

C. Documents de référence

1. Aide-mémoire de la réunion du Comité directeur ;
2. Programme révisé de la réunion du Comité directeur du CAPC ;
3. Rapport final du CAPC II 2008-2015 ;
4. Rapport de la réunion du Comité directeur du CAPC de 2016 ;
5. Programme de travail et matrice des résultats du CAPC en 2016 ;
6. Synthèse du budget du CAPC.